

## Accord-cadre n° 2025\_026

Fournitures courantes et de services

---

# Fourniture et livraison de moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée (MIILD) à l'Agence Régionale de Santé de Mayotte

Cahier des charges valant cahier des clauses particulières techniques et administratives (CCP)

Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, passé selon la procédure formalisée (appel d'offres ouvert)

- Articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique
- Articles L.2124-1, L2124-2 et R.2124-1 à R.2124-2 du Code de la commande publique

## Sommaire

<b>GLOSSAIRE ET ABREVIATION .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 2. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3. . CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU BESOIN .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 4. DEFINITION DU BESOIN.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES MOUSTIQUAIRES .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 6. CONDITIONNEMENT, EMBALLAGE ET ETIQUETAGE.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 7. EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 8. GESTION DES COMMANDES ENTRE LES PARTIES.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 9. LIVRAISON DES MOUSTIQUAIRES.....</b>	<b>8</b>
9.1. LIEUX DE LIVRAISON .....	8
9.2. TRANSPORT.....	8
9.3. DELAI DE LIVRAISON .....	8
9.4. HORAIRES.....	8
9.5. RESPONSABILITE DU TITULAIRE.....	9
<b>ARTICLE 10. RECEPTION DES MOUSTIQUAIRES .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 11. GARANTIE, MAINTENANCE ET SAV .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 12. RECYCLAGE .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 13. MISE EN PLACE DU MARCHÉ .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 14. PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ .....</b>	<b>10</b>
14.1. ALLOTISSEMENT .....	10
14.2. DUREE DU MARCHÉ.....	10
14.3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ PUBLIC .....	10
<b>ARTICLE 15. EMISSION DES BONS DE COMMANDE.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 16. PENALITES.....</b>	<b>12</b>
16.1. PENALITES POUR RETARD.....	12
16.2. PENALITES POUR NON-CONFORMITE .....	12
16.3. PENALITES POUR MAUVAISE OU INEXECUTION DE PRESTATION .....	12
<b>ARTICLE 17. CORRESPONDANTS .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 18. PRIX DU MARCHÉ .....</b>	<b>13</b>
18.1. CONTENU DES PRIX .....	13
18.2. REVISION DES PRIX .....	13
18.3. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT .....	13
18.4. AVANCES .....	14
18.4.1. Principe du versement de l'avance .....	14
18.4.2. Modalités de versement de l'avance .....	14
18.4.3. Remboursement de l'avance.....	14

18.4.4.	Avance dans le cadre d'un groupement d'opérateurs économiques.....	14
18.4.5.	Avance dans le cadre de la sous-traitance .....	15
18.4.6.	Avances facultatives .....	15
<b>ARTICLE 19.</b>	<b>UNITE MONETAIRE ET TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA) .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 20.</b>	<b>COTRAITANCE .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 21.</b>	<b>MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE .....</b>	<b>16</b>
21.1.	CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE .....	16
21.2.	FORCE MAJEURE.....	16
<b>ARTICLE 22.</b>	<b>RESPONSABILITE ET ASSURANCE .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 23.</b>	<b>CESSION DE CREANCES .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 24.</b>	<b>REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 25.</b>	<b>RESILIATION DU MARCHE .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 26.</b>	<b>RGPD .....</b>	<b>18</b>
26.1.	PREAMBULE - PRECISIONS TERMINOLOGIQUES.....	18
26.2.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-A-VIS DE L'ACHETEUR (ARTICLE 28.3 DU RGPD).....	18
26.3.	SOUS-TRAITANCE DES ACTIVITES DE TRAITEMENT (ARTICLES 28.2 ET 28.4 DU RGPD) .....	19
26.4.	DROIT D'INFORMATION ET EXERCICE DES PERSONNES CONCERNEES PAR LE TRAITEMENT (ARTICLES 13 A 15 DU RGPD).....	19
26.5.	NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL (ARTICLE 33 DU RGPD) 19	
26.6.	SORT DES DONNEES (ARTICLES 28.3.G DU RGPD).....	20
<b>ARTICLE 27.</b>	<b>ECHANGE ET COMMUNICATION .....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 28.</b>	<b>DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>20</b>

## GLOSSAIRE ET ABREVIATION

### Abréviations

**ARS** : Agence Régionale de Santé

**MIILD** : Moustiquaire Imprégnée d’Insecticide à Longue Durée

**OMS** : Organisation Mondiale de la Santé

**WHOPES** : World Health Organization Pesticide Evaluation Scheme (Programme d’évaluation des pesticides de l’OMS)

**CCTP** : Cahier des Clauses Techniques Particulières

**CCAP** : Cahier des Clauses Administratives Particulières

**DCE** : Dossier de Consultation des Entreprises

**CMP** : Commission des Marchés Publics

**DSP** : Direction de la Santé Publique (ou autre direction interne concernée, selon ton organigramme)

**DTU** : Document Technique Unifié (si applicable aux aspects logistiques ou de stockage)

### Glossaire

**Moustiquaire imprégnée d’insecticide à longue durée (MIILD) :**

Moustiquaire traitée par un insecticide à effet rémanent, dont la durée d’efficacité est garantie pour plusieurs années, même après plusieurs lavages, conformément aux recommandations de l’OMS.

**WHOPES :**

Programme de l’Organisation Mondiale de la Santé chargé d’évaluer la qualité, la sécurité et l’efficacité des produits insecticides utilisés dans la lutte antivectorielle, notamment les moustiquaires imprégnées.

**Livraison :**

Ensemble des opérations logistiques permettant d’acheminer les moustiquaires depuis le fournisseur jusqu’au lieu de réception défini par l’ARS Mayotte, incluant le dédouanement, le transport et le stockage temporaire si nécessaire.

**Réception :**

Procédure par laquelle l’ARS Mayotte constate la conformité des moustiquaires livrées par rapport aux spécifications techniques du marché (dimensions, conditionnement, marquage, conformité WHOPES, etc.).

**Besoins du marché :**

Fourniture et livraison de moustiquaires imprégnées conformes aux normes de qualité et de sécurité établies par l’OMS, dans le cadre des actions de lutte antivectorielle à Mayotte.

## Article 1. Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture et la livraison de moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée (MIILD) à l'Agence Régionale de Santé de Mayotte.

Code CPV : 39525500-3 Rideaux, tentures, lambrequins et stores en textile

## Article 2. Présentation de l'établissement

Etablissement public administratif de l'Etat et placée sous la tutelle du ministère des solidarités et de la santé, l'Agence régionale de santé de Mayotte a été créée le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Elle fait suite à l'Agence Régionale de Santé Océan Indien qui rassemblait jusqu'au 31 décembre 2019, les territoires de La Réunion et de Mayotte. Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, elle disparaît et laisse place à deux ARS indépendantes : l'Agence Régionale de Santé Mayotte et l'Agence Régionale de Santé de La Réunion.

L'ARS Mayotte en tant que pouvoir adjudicateur intervient dans les domaines suivants :

- Prévention des maladies, des handicaps et de la perte d'autonomie ;
- Organisation de la veille sanitaire et suivi des éléments significatifs de la santé dans la région et réponse aux alertes sanitaires ;
- Développement de l'ensemble du champ des soins hospitaliers et des soins de villes ;
- Contrôle de gestion et pilotage des ressources et de la performance de l'hôpital public ;
- Pilotage de la politique régionale d'accompagnement médico-social des personnes en situation de handicap et de perte d'autonomie.

### Article 3. . Contexte et Justification du Besoin

A Mayotte, le paludisme reste un problème de santé publique. La présence de cette maladie parasitaire a nécessité depuis plusieurs années, la mise en œuvre de mesures de lutte spécifiques, permanentes et évolutives. Dans le cadre de la lutte contre le paludisme, l'Agence Régionale de Santé de Mayotte distribue gratuitement des moustiquaires imprégnées d'insecticide (MIILD) autour des cas et des zones à risque, conformément aux recommandations de l'OMS.

L'objectif de cette stratégie basée sur les MIILD est de limiter au maximum le contact entre le vecteur et l'hôte...

### Article 4. Définition du Besoin

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture, l'emballage et la livraison de moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée (MIILD) à l'Agence Régionale de Santé de Mayotte, dans le cadre de la gestion du risque sanitaire lié au paludisme.

Les prestations attendues incluent les éléments suivants :

- Fourniture des moustiquaires : Selon les spécifications techniques définies dans l'article 4 du présent accord.
- Emballage, conditionnement et protection : Les produits doivent être soigneusement emballés et protégés afin de garantir leur intégrité pendant le transport et le stockage.
- Livraison : Les moustiquaires doivent être livrées à l'ARS Mayotte, à son siège situé à Mamoudzou, ainsi qu'à d'autres sites tels que celui de Combani si nécessaire.
- Respect des délais de livraison : Les dates de livraison devront être strictement respectées, conformément aux termes du contrat.

Les moustiquaires devront être conformes aux normes de qualité en vigueur et spécifiquement adaptées aux besoins sanitaires de la population mahoraise, afin de lutter de manière efficace contre les maladies vectorielles.

## Article 5. Caractéristiques techniques des moustiquaires

Le marché portera sur des moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée (MIILD), garantissant leur efficacité, leur stabilité dans le temps et leur innocuité pour les usagers. À ce titre, seules les MIILD recommandées par le WHOPES (World Health Organization Pesticide Evaluation Scheme) de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) seront retenues dans le cadre de ce marché. L'OMS a en effet défini les caractéristiques physiques et les spécifications minimales que doivent respecter les MIILD pour garantir un usage sûr et efficace par les populations. Seules les MIILD ayant reçu une recommandation intermédiaire ou finale de l'OMS seront considérées pour ce marché.

Les moustiquaires fournies devront répondre aux spécifications suivantes :

<b>Dimensions</b>	Rectangulaire 190*210*230 cm pour 3 personnes Circulaire 1050*250*56 cm pour 2 personnes
<b>Poids</b>	Rectangulaire sur la base d'un poids de l'ordre de 700 g Circulaire sur la base d'un poids de l'ordre de 650 g
<b>Matériau</b>	100 % polyester
<b>Denier</b>	100
<b>Insecticide</b>	Perméthrine
<b>Forme</b>	Rectangulaire et circulaire
<b>Référence</b>	Homologation EU (MIILD AI Perméthrine)
<b>Grammage</b>	30g/sqm

## Article 6. Conditionnement, emballage et étiquetage

Chaque commande devra être soigneusement emballée pour éviter toute détérioration en cours de transport et de manipulation, les emballages portant de façon claire et lisible les renseignements d'identification des produits emballés.

Chaque moustiquaire devra :

- Être sous sachet individuel ;
- Disposer d'un kit de pose ;
- Comporter une notice en français (avec illustration si possible) ;
- Avoir un étiquetage avec toutes les informations sur les caractéristiques du produit.

## Article 7. Exigences environnementales

Le titulaire du marché doit réduire les emballages des moustiquaires, utiliser des matériaux recyclables et éviter le suremballage.

## Article 8. Gestion des commandes entre les parties

La passation et la gestion des commandes se feront conformément aux dispositions des articles R.2162-1 et suivants du Code de la commande publique relatifs aux accords-cadres et marchés à bons de commande.

Les modalités pratiques sont les suivantes :

- L'ARS Mayotte transmettra au titulaire ses commandes par écrit (courriel ou bon de commande dématérialisé) ;
- Le titulaire devra accuser réception sous 48 heures ;
- Toute difficulté d'approvisionnement devra être notifiée immédiatement à l'ARS Mayotte ;
- Les livraisons partielles ou substitutions de produits non conformes ne seront pas acceptées.

## Article 9. Livraison des moustiquaires

### 9.1. Lieux de livraison

La livraison des moustiquaires s'effectuera :

- Au siège de l'ARS de Mayotte (Centre Kinga – 90 route nationale - Kaweni – 97600 MAMOUDZOU)
- Dans les locaux de la lutte antivectorielle (Impasse ETPC – Village de Combani – 97680 TSINGONI)

### 9.2. Transport

Le titulaire du marché est libre de choisir le moyen de transport qu'il souhaite pour la livraison des moustiquaires.

Il prend à sa charge :

- Le transport international et local jusqu'au deux lieux possibles de livraison indiqués ci-dessus, l'acheminement depuis l'hexagone jusqu'à Mayotte (incoterm DAP) ;
- Les formalités douanières et administratives ainsi que l'intégralité des taxes (octroi de mer, déchargement, etc.) ;
- Le déchargement et la mise à disposition dans les locaux de l'ARS Mayotte.

### 9.3. Délai de livraison

La livraison doit être effectuée dans un délai maximum de 6 mois à compter de la notification du bon de commande. Tout retard donnera lieu aux pénalités prévues à l'article 14.1 du présent CCP.

Toutefois, en cas de situation d'urgence, ce délai pourra être réduit à un maximum de 12 semaines.

### 9.4. Horaires

Les livraisons devront s'effectuer les matins.

Préalablement à toute livraison, le titulaire devra prendre rendez-vous, 2 jours avant la livraison, auprès du représentant de l'ARS Mayotte.

Horaires de livraison : du lundi au vendredi à partir de 8h00 jusqu'à 12h00 et de 13h à 15 (hors jours fériés).



#### 9.5. Responsabilité du titulaire

Les livraisons se feront sous l'entière responsabilité du titulaire du marché, qu'elles soient effectuées par son propre personnel ou par un transporteur privé.

En cas d'incident d'acheminement jusqu'à l'ARS Mayotte (disparition, détérioration, perte ou vol), le titulaire sera tenu de fournir de nouvelles moustiquaires dans un délai de 48 heures et sans coûts supplémentaires pour l'ARS Mayotte.

Les livraisons doivent être conformes aux commandes et aux lieux indiqués.

Les livreurs devront être équipés de matériel permettant une livraison aisée (chariot, transpalette, ...).

En aucun cas, le fournisseur ne pourra requérir le concours du personnel de l'ARS Mayotte pour le déchargement et la mise en place des fournitures.

Les fournitures doivent être présentées, à la livraison, correctement emballées dans des conditionnements permettant un contrôle rapide et non ambigu. Les fournitures doivent être conditionnées en palette de telle sorte que leur emport se réalise avec les moyens usuels.

#### Article 10. Réception des moustiquaires

La réception des moustiquaires se fera après contrôle qualitatif et quantitatif par l'ARS Mayotte.

Toute non-conformité constatée entraînera le rejet de la livraison et l'obligation pour le titulaire de procéder à un remplacement, sans surcoût pour l'établissement. Des pénalités seront également appliquées conformément à l'article 14.2 du présent CCP.

#### Article 11. Garantie, maintenance et SAV

Le titulaire du marché devra s'assurer que les moustiquaires sont garanties pendant au moins 12 mois contre tout défaut de matière ou de fabrication, à compter de la réception conforme.

Il devra également mettre à disposition de l'établissement un service après-vente (SAV) pour le remplacement et la réparation des moustiquaires défectueuses, selon les modalités qui seront fixées par les deux parties. Le délai de traitement des moustiquaires défectueuses est fixé à 15 jours ouvrés.

#### Article 12. Recyclage

Le titulaire devra être en capacité, sur demande, d'organiser la collecte de moustiquaires en fin de vie pour retraitement et / ou recyclage. Selon les modalités qui seront définies entre les parties.

#### Article 13. Mise en place du marché

Une réunion de lancement se déroulera, dans un délai de quinze jours ouvrés à compter de la notification du marché.

### Article 14. Procédure et forme du marché

Le marché passé selon la procédure formalisée conformément aux articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1 à R.2124-2 du Code de la commande publique, est un accord-cadre mono-attributaire avec émission de bon de commande. Chaque prestation fait l'objet d'émission d'une expression de besoin du service concerné.

Il sera traité :

A prix unitaire (BPU)

Le marché ne comporte pas de minimum mais comporte un maximum de 600 000€ TTC.

Sur la durée maximale du marché, soit 1 an renouvelable 3 fois.

#### 14.1. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti en raison de la nécessité pour l'ARS Mayotte de disposer d'un interlocuteur unique en raison de l'interdépendance des différentes prestations.

#### 14.2. Durée du marché

Le présent marché prend effet à sa date de notification pour une durée de 1 an. Il sera renouvelable trois fois par période de 1 an et dans la limite d'une durée maximale de 4 années à compter de sa notification

Toutefois, si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire le marché, il devra notifier sa décision trois mois avant la fin de la période en cours d'exécution par LRAR ou par voie électronique.

#### 14.3. Pièces constitutives du marché public

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces constitutives du marché sont :

- l'Acte d'Engagement (AE) et son annexe ;
- le Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- le CCAG FCS (arrêté du 16 septembre 2009) ;
- les éventuels avenants ;
- l'offre financière du titulaire en annexe à savoir le BPU
- les éventuels actes de sous-traitance ;
- les éventuels bons de commande ;
- le mémoire technique du titulaire remis à l'appui de son offre.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, en cas de contradiction ou de différence, les pièces contractuelles du marché prévalent entre elles dans l'ordre de priorité où elles sont mentionnées ci-dessus.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution du marché, n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels du marché. En cas de contestations, seul fait foi l'exemplaire original des pièces particulières conservé par l'ARS Mayotte.

Tous les documents, correspondances et factures relatifs au marché doivent être rédigés en langue française.

## Article 15. Emission des bons de commande

L'exécution des prestations par le titulaire est subordonnée à l'émission d'un bon de commande par l'ARS Mayotte. L'ARS adresse le bon de commande au titulaire, qui constitue autorisation d'exécuter la fourniture de moustiquaires dans un délai maximum de 48 heures.

Les commandes sont réalisées par échanges dématérialisés, sur supports électroniques ou par tout moyen permettant d'attester la date de réception du bon de commande.

Les bons de commande sont émis et notifiés au titulaire par l'ARS à partir de la notification du marché et pendant toute sa durée, telle que déterminée à l'article 12.2 du présent cahier des clauses particulières.

Seuls les bons de commande passés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant habilité pourront être honorés par le titulaire. La liste des personnes habilitées à signer les bons de commande sera adressée au titulaire après notification du marché et mise à jour autant que de besoin.

Les bons de commande doivent comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La référence du marché (2025-026) ;
- Le service émetteur ;
- L'imputation budgétaire ;
- L'objet du bon de commande ;
- Le détail des prestations à réaliser ;
- La date de livraison ou le délai d'exécution ;
- Le montant de la commande, toutes taxes comprises ;
- La personne porteuse du dossier au sein de l'Agence.

### **Modification du bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. Il émet alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions rectifiées ci-dessus.

Dans l'hypothèse où la modification du bon de commande entraîne une réduction du champ d'intervention du titulaire et qu'elle est directement et exclusivement imputable au pouvoir adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais réellement exposés par le titulaire liés au démarrage de l'exécution du ou des bons de commande correspondants jusqu'à l'ordre de modification, sous réserve que le titulaire justifie ces frais et leur utilité.

Dans les autres cas, la modification d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part de l'ARS Mayotte.

### **Suspension du bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut en suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

A l'expiration de cette durée, le pouvoir adjudicateur peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant sur la poursuite des prestations, objet du ou des bons de commandes suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

## Interruption du bon de commande

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut en interrompre l'exécution.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable au pouvoir adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre d'interruption, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité.

Dans les autres cas, l'interruption d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

## Article 16. Pénalités

### 16.1. Pénalités pour retard

Lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé, par le fait du titulaire du marché, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :  $P = (V \times R) / 200$  dans laquelle

- R = retard en jours
- P = montant de la pénalité
- V = valeur de l'ensemble des prestations relative au bon de commande

Aucune exonération ne sera accordée au titulaire

### 16.2. Pénalités pour non-conformité

En cas de livraison partielle, par le fait du titulaire, ainsi qu'en cas de non-conformité qualitative, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 200,00 euros par infraction constatée. Cette pénalité s'applique sans somme plancher.

### 16.3. Pénalités pour mauvaise ou inexécution de prestation

En cas de mauvaise ou d'inexécution de la prestation à fournir, il est prévu une pénalité de 200 euros par infraction constatée. Cette pénalité s'applique sans somme plancher et sans mise en demeure préalable.

## Article 17. Correspondants

Le titulaire devra, lors de la notification du marché, se mettre en lien avec le correspondant référent au sein de l'ARS Mayotte. Ce dernier sera garant de la bonne exécution des prestations et de la conformité avec les livrables du présent document.

Le titulaire désigne, dès la notification du marché, au moins un correspondant ayant qualité pour le représenter auprès de l'ARS au titre de l'exécution du marché. En cas de remplacement du représentant du titulaire, pendant la durée de validité du marché, l'ARS en est avisée par tout moyen permettant de donner une date certaine à la réception.

## Article 18. Prix du marché

Les prestations, objet du présent marché, sont financées par le budget annexe de l'ARS Mayotte.

### 18.1. Contenu des prix

L'accord-cadre est conclu à prix unitaire.

Les prix figurent dans le Bordereau des Prix Unitaire (BPU) en annexe de l'Acte d'Engagement.

### 18.2. Révision des prix

Les prix indiqués dans l'annexe financière sont fixes et ne varieront pas pendant toute la durée du marché.

### 18.3. Présentation des demandes de paiement

Conformément au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les factures doivent être transmises les factures doivent être transmises à l'ARS Mayotte par le prestataire par le biais de la plateforme CHORUS PRO : chorus-pro.gouv.fr.

#### Délai de paiement et intérêts moratoires

Conformément aux dispositions du Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter :

- Pour les acomptes : de la date de réception par le maître d'ouvrage de la demande de paiement ;
- Pour le solde : de la date d'acceptation du décompte général par le titulaire.

En cas de défaut de paiement d'un acompte ou du solde dans le délai maximum précisé ci-dessus, des intérêts moratoires sont versés au titulaire à compter du lendemain de la date d'expiration.

Le taux de ces intérêts moratoires est le taux d'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts ont commencé à courir, majoré de huit (8) points, conformément à l'article R. 2192-31 du Code de la commande publique.

Les intérêts moratoires sont appliqués au montant des sommes payées en retard. Ils ne sont pas soumis à la TVA.

À noter : dans le cadre de l'analyse des offres, plusieurs options sont valorisées au titre des critères de choix, notamment :

- La gratuité ou le coût réduit des cartes d'abonnement, lorsqu'elles sont proposées ;
- Le pourcentage de remise consenti par rapport au prix public, permettant de mesurer l'avantage économique réel de l'offre.

### Les avoirs

Si des avoirs sont dus à l'administration, le titulaire s'engage à les traiter dans un délai de 20 jours à réception de la demande. Une pénalité égale à deux fois le montant de l'avoir sera appliquée par jour de retard sur le traitement de l'avoir.

Si des avoirs restent dus à l'échéance du marché ou à une date ultérieure du fait de l'exécution des bons de commande produisant des effets au-delà de cette échéance, l'administration concernée émettra à l'encontre du titulaire un titre de perception correspondant au montant dû.

## 18.4. Avances

### 18.4.1. Principe du versement de l'avance

Le versement d'une avance est de droit lorsque les conditions fixées à l'article R.2191-16 à -18 du Code de la commande publique sont remplies :

- Le bon de commande est supérieur à 50 000 € hors taxes ;
- Le délai d'exécution du bon de commande est supérieur à deux mois

Dans le cas d'un marché reconductible, une avance est versée au titulaire pour chaque reconduction selon les conditions prévues ci-dessus.

#### Montant de l'avance

Conformément aux articles R.2191-16 à -18 du Code de la commande publique, le taux de l'avance pour le présent marché est fixé à 20%.

### 18.4.2. Modalités de versement de l'avance

Conformément à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique, l'avance est versée dans un délai de 30 jours à compter de la signature par le titulaire du procès-verbal de réunion de démarrage.

### 18.4.3. Remboursement de l'avance

En vertu de l'article R.2191-19, le remboursement de l'avance doit en tout état de cause être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché pour la partie forfaitaire du marché ou pour la partie à prix unitaire lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande.

### 18.4.4. Avance dans le cadre d'un groupement d'opérateurs économiques

Lorsque le marché est attribué à un groupement conjoint, l'acheteur verse la part de l'avance revenant à chacune des entreprises.

Lorsque le marché est attribué à un groupement solidaire, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire commun qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Le principe du versement de l'avance, le calcul de son montant et les modalités de versement et de remboursement sont identiques à celles exposées ci-dessus.

#### 18.4.5. Avance dans le cadre de la sous-traitance

Conformément à l'article R.2193-19, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Dans ce cas, l'avance versée au titulaire est calculée sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant.

Le principe du versement de l'avance, le calcul de son montant et les modalités de versement et de remboursement sont identiques à celles exposées ci-dessus.

#### 18.4.6. Avances facultatives

L'ARS se réserve le droit de verser une avance facultative au-delà de 20% en application de l'article R.2191-4 du Code de la commande publique dans le cas où les conditions de l'article R.2191-16 du Code de la commande publique ne sont pas remplies.

### Article 19. Unité monétaire et taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

L'unité monétaire du présent marché public est l'euro.

En application de l'article 294 1 du Code général des impôts, « la taxe sur la valeur ajoutée n'est provisoirement pas applicable dans les départements de la Guyane et de Mayotte ». (Si la prestation se déroule à Mayotte)

En application de l'article 68 de la loi n°2012-1510 du 29 décembre 2012, modifié par l'article de la loi de finances pour 2014, le taux de TVA applicable est de 20%. (Si la prestation se déroule hors Mayotte)

### Article 20. Cotraitance

Dans le cas d'un groupement conjoint, les membres du groupement ne sont responsables de l'exécution du marché qu'à hauteur de leur prestation ;

Dans le cas d'un groupement solidaire, chaque membre du groupement s'engage sur la globalité de l'exécution des prestations ;

Dans le cas d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire, seul le mandataire se porte solidaire de toutes les autres entreprises membres du groupement.

## Article 21. Modalités d'exécution du marché

### 21.1. Changement dans la situation du titulaire

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social, de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié à l'ARS Mayotte par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception et dans les meilleurs délais.

Cette notification doit être appuyée selon le cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, et d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

Par ailleurs, dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du présent marché du titulaire à cette autre société serait possible aux mêmes conditions d'engagement.

La passation d'un avenant de transfert concrétisera l'accord des ARS sur la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale. Cet avenant devra comporter les signatures du cessionnaire et du cédant.

L'ARS est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions de soumissionner mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-5 (exclusion de plein droit) et L.2141-7 à L.2141-10 (exclusion à l'appréciation de l'acheteur) du Code de la commande publique.

### 21.2. Force Majeure

Les parties ne pourront être tenues responsables pour un manquement à l'une des obligations mise à leur charge par le marché qui résulterait de la survenance d'un cas de force majeure (événement imprévisible, irrésistible et extérieur).

Le titulaire devra alléguer à l'ARS Mayotte son existence par lettre recommandée dès qu'il en aura connaissance.

Dans la mesure où de tels cas se poursuivraient pendant une durée supérieure à un 1 mois, les parties acceptent d'engager des discussions en vue de modifier les termes du marché.

Le marché et/ou les bons de commande qui en découlent pourraient alors être résiliés, sans indemnité de part et d'autre, par simple notification écrite.

## Article 22. Responsabilité et assurance

Le titulaire doit fournir dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution l'ensemble des attestations d'assurances. Le titulaire veille à ce que les polices d'assurance en cause couvrent la durée totale du marché et souscrit des montants de garantie adaptés aux prestations objet du présent marché.

Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché. Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Le titulaire est tenu d'informer l'ARS Mayotte de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation, le changement de compagnie, ceci dans les 8 (huit) jours qui suivent sa décision.



Ces dispositions s'imposent aux cotraitants s'il y a groupement.

### Article 23. Cession de créances

Le présent marché se conforme aux articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements est la directrice générale de l'ARS Mayotte ou son représentant habilité.

Dans le cas où les activités du titulaire sont cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du marché du titulaire à cette autre société sera possible dans les mêmes conditions d'exécution. A ce titre, l'ensemble des dispositions du présent marché s'appliquera au bénéficiaire de la cession.

La conclusion d'un avenant de transfert concrétisera l'accord de l'ARS quant à la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale. Cet avenant devra comporter les signatures du titulaire et du bénéficiaire de la cession.

L'ARS se réserve le droit de refuser le changement du titulaire, lequel, par ailleurs, ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-5 (exclusion de plein droit) et L.2141-7 à L.2141-10 (exclusion à l'appréciation de l'acheteur) du Code de la commande publique.

### Article 24. Règlement des litiges et langues

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Un mode de règlement amiable prévu à R. 2197-1 du Code de la commande publique sera d'abord recherché. Conformément à cet article, un différend ou un litige survenant entre le titulaire et l'ARS Mayotte, pourra être porté devant le comité consultatif de règlement amiable compétent.

Les parties conviennent de saisir en premier lieu le Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différents litiges relatifs marchés publics de Paris.

Le tribunal administratif de Mayotte est seul compétent.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

### Article 25. Résiliation du marché

L'ARS Mayotte peut résilier le marché en cas de faute du titulaire. Cela consiste notamment à ne pas avoir, dans le temps imparti, remonté les livrables attendus.

Aussi, il peut le résilier aux torts du titulaire dans l'ensemble des cas énoncés à l'article 41 du CCAG FCS et notamment :

- si le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives à la protection du travail ou de l'environnement ;
- si le titulaire a méconnu ses obligations légales ou réglementaires relatives à la sous-traitance;
- si les renseignements produits par le titulaire à l'appui de sa candidature s'avèrent faux ou inexacts postérieurement à la signature du marché.

De plus, et par dérogation à l'article 41 du CCAG FCS, l'ARS Mayotte peut résilier le marché aux torts du titulaire dans les cas spécifiques suivants :

- non-justification d'une assurance de responsabilité civile professionnelle (sauf statut dérogatoire) ;
- non-respect des obligations précisées au cahier des charges constatées par une mise en demeure établi par le pouvoir adjudicateur.

Après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du Code du travail. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai.

A défaut d'indication de délai, le Titulaire défaillant dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

## Article 26. RGPD

### 26.1. Préambule - précisions terminologiques

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, N règlement général sur la protection des données O ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

#### Description du traitement des données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur et pour la durée du présent marché public les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations objet du présent marché.

### 26.2. Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD)

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché public ;

- si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public ;
- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

### 26.3. [Sous-traitance des activités de traitement \(articles 28.2 et 28.4 du RGPD\)](#)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

### 26.4. [Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement \(articles 13 à 15 du RGPD\)](#)

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

### 26.5. [Notification des violations de données à caractère personnel \(article 33 du RGPD\)](#)

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 48 heures après en avoir pris connaissance par courrier électronique.

#### 26.6. Sort des données (articles 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché public, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire doit :

- ☒ Détruire toutes les données à caractère personnel ;
- ☐ Envoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le titulaire du marché public doit justifier par écrit de la destruction.

#### Article 27. Echange et communication

L'ARS se réserve la possibilité d'envoyer ses courriers recommandés par voie numérique.  
Le prestataire doit être détenteur d'une Identité numérique.

Avec la lettre recommandée en ligne, les courriers électroniques ont la même valeur juridique qu'un recommandé classique.

#### Article 28. Dérogations aux documents généraux

Articles du marché	Articles du CCAG FCS
<b>14.3</b>	4.1
<b>16</b>	14
<b>25</b>	41

---

**ARS Mayotte**

Centre Kinga – 90, route Nationale 1

Kaweni – BP 410 – 97600 MAMOUDZOU

02 69 61 12 25 – [www.mayotte.ars.sante.fr](http://www.mayotte.ars.sante.fr)

---

